



## Berlin Eco

NUMERO 6

© DG Trésor

28 mars 2018

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le taux d'inflation du mois de février 2018 était de 1,4% en glissement annuel, contre 1,6% en janvier 2018 [selon Destatis](#). Ce ralentissement s'explique notamment par la hausse modérée du prix des biens, en particulier de l'énergie, (+0,1% en février 2018 par rapport à février de l'année précédente).

Les instituts économiques ainsi que les Sages ont publié leurs prévisions pour les années 2018 et 2019 (voir tableau ci-dessous). La majorité des instituts revoient à la hausse leurs prévisions de croissance et de population active et prévoient une baisse du chômage. Certains instituts (Sages, RWI) mettent cependant en garde contre des tensions sur le marché du travail (secteur de la construction notamment).

Les prévisions des principaux indicateurs macroéconomiques (ancienne / **nouvelle prévision**)

Institut :	PIB (%) <sup>1</sup>		Chômage (%) <sup>2</sup>		Population active (milliers)	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
<a href="#">Sages</a>	2,2 / <b>2,3</b>	1,8	5,5 / <b>5,3</b>	5,1	44 298 / <b>44 893</b>	44 810
<a href="#">ifo Institut</a>	2,6 / <b>2,6</b>	2,1 / <b>2,1</b>	5,3 / <b>5,2</b>	4,9 / <b>4,8</b>	44 779 / <b>44 848</b>	45 195 / <b>45 264</b>
<a href="#">IfW Kiel</a>	2,5 / <b>2,5</b>	2,2 / <b>2,3</b>	5,3 / <b>5,2</b>	5,1 / <b>4,8</b>	44 842 / <b>44 915</b>	45 337 / <b>45 437</b>
<a href="#">RWI</a>	2,2 / <b>2,4</b>	1,9 / <b>1,9</b>	5,4 / <b>5,2</b>	5,1 / <b>5,1</b>	44 790 / <b>44 900</b>	45 210 / <b>45 260</b>
<a href="#">IWH</a>	2,2 / <b>2,2</b>	1,6 / <b>1,6</b>	5,4 / <b>5,2</b>	5,3 / <b>4,8</b>	44 878 / <b>44 900</b>	45 322 / <b>45 326</b>
<a href="#">IMK</a>	2,3 / <b>2,4</b>	2,2	5,5 / <b>5,3</b>	5,0	44 748 / <b>44 805</b>	45 400

<sup>1</sup> Par rapport à l'année précédente, corrigé des prix, non cvs-cjo

<sup>2</sup> Définition nationale

L'[indicateur des perspectives économiques du ZEW](#) recule fortement : il passe de 17,8 points en février à 5,1 points en mars. Une éventuelle guerre commerciale avec les Etats-Unis et un euro fort, alors que l'économie allemande dépend en grande partie des exportations, expliqueraient cette baisse.

[Selon Destatis](#), il y a eu 1,865 million d'arrivées en Allemagne (272 000 de moins par rapport à 2015, soit - 13%) et 1,365 million de départs en 2016 (368 000 de plus, soit + 37%). Le solde migratoire a diminué de moitié : il était de 500 000 en 2016 contre 1,14 million en 2015.

#### POLITIQUES BUDGETAIRES

[Selon le BMF](#), le montant de la péréquation budgétaire entre les *Länder* s'élève à 11,2 Md€ en 2017 ; elle a augmenté de 0,53 Md€ par rapport à 2016. Les plus grands contributeurs sont la Bavière (5,9 Md€), le Bade-Wurtemberg (2,8 Md€) et la Hesse (2,5 Md€). Les plus grands bénéficiaires sont Berlin (4,2 Md€), la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (1,2 Md€) et la Saxe (1,2 Md€).



En 2017, la dette publique (ensemble des APU, comptabilité nationale) a baissé de 2,1% sur un an ; elle s'élève à 1 965,5 Md€ [selon Destatis](#). Tous les niveaux fédéraux ont contribué à cette baisse : -1,3% pour le *Bund* (dont la dette s'élève à 1 243 Md€ fin 2017), -3,4% pour les *Länder* (dette à 585 Md€), -3,1% pour les communes (à 138 Md€) et -10,8% (à 0,4 Md€) pour les comptes sociaux.

### POLITIQUES SOCIALES

L'indice des salaires réels a augmenté de 0,8% en 2017 par rapport à l'année précédente [selon Destatis](#). Les salaires nominaux ont augmenté de 2,5% environ par rapport à 2016, pour une inflation de 1,8%. La croissance des salaires a été différente en fonction des *Länder* : ceux de l'Est ont vu les salaires nominaux augmenter de 3,0% et ceux de l'Ouest de 2,5%. En dépit de cela, des disparités salariales Est/Ouest sont observées : le salaire moyen mensuel brut d'un employé à temps plein était de 3 247€ dans les *Länder* de l'Est, contre 4 293€ dans ceux de l'Ouest.

Selon une étude de la [fondation Hans-Böckler](#), les employés de la branche de l'artisanat gagnaient en moyenne, en 2016, 3 217 € bruts par mois pour un plein temps, soit environ 1000 € de moins que les salariés des autres secteurs. L'écart de salaires est dû au fait que les entreprises artisanales sont petites et donc moins couvertes par les conventions collectives et que leur personnel est peu diplômé. L'écart de salaires entre le secteur de l'artisanat et les autres branches augmente avec la qualification.

Selon un [sondage mené par le DIHK](#), 48% des entreprises allemandes déclarent avoir du mal à recruter (contre 37% l'an passé). Le DIHK recense 1,6 million de postes vacants depuis une longue durée, 300 000 de plus que l'année passée. Dans trois entreprises sur quatre, ce manque de main d'œuvre engendre un surcroît de travail pour les employés. Le DIHK prévoit une accentuation du phénomène dans les années à venir.

## ACTUALITE FINANCIERE

### REGULATION FINANCIERE

Le superviseur, BaFin, a annoncé le 14 mars que le [fonds de garantie des dépôts des banques commerciales obligatoire](#) (*Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH*) doit intervenir pour dédommager les clients de la banque munichoise **Dero Bank** (cf. BE n°4/2018) dont la fermeture a été actée le 8 février. Le dédommagement ne pourra dépasser 100 000 €/client conformément à la loi, sauf exceptions. La banque ayant résilié au 31/12/2015 son adhésion au fonds de garantie des dépôts des banques commerciales complémentaire (*Einlagensicherungsfonds des Bundesverbandes deutscher Banken e. V.*), le dédommagement ne pourra dépasser 100 000 € qu'au cas où le client détiendrait des dépôts placés avant le 31/12/2015 qui ne sont pas arrivés à échéance ou n'étaient pas résiliables.

Selon des informations de presse, la BaFin aurait constaté de graves manquements dans l'audit interne de la **KfW** qui est supervisée depuis 2016 comme toute autre banque. Trop peu de personnes seraient affectées par la banque à l'audit interne. En raison de déficiences en matière de sécurité informatique, le superviseur a déjà, l'année passée, contraint la banque publique à augmenter son capital propre de deux points de pourcentage au-delà de l'exigence prudentielle (cf BE n°4/2017).

### BANQUES ET ASSURANCES

**Deutsche Bank** a publié son résultat 2017 définitif : le résultat net a été revu à la baisse (-735 M€ contre -512 M€ notifiés le 2 février). La banque a, en outre, annoncé un premier trimestre 2018 sur lequel pèseraient 450 M€ de charges (essentiellement dues à la baisse du dollar). La cession de 22,5% de sa filiale gestionnaire d'actifs, DWS a été moins lucrative qu'initialement prévu : elle a rapporté 1,4 Md€ (44,5 millions d'actions à 32,5 €) alors que les estimations des analystes se situaient entre 1,5 et 2 Md€.



L'assurance-vie japonaise Nippon Life et la société de capital-investissement française Tikehau Capital détiendraient respectivement 5% et 3-4% de DWS. Deux autres thèmes ont été largement commentés dans la presse : 705 collaborateurs de la banque (contre 396 en 2016), dont de nombreux banquiers d'investissement, ont perçu un salaire annuel supérieur à 1 M€ et 50 ont été davantage rémunérés que le PDG John Cryan. Par ailleurs, la membre du directoire chargée de la technologie, Kim Hammonds, a déclaré qu'elle n'avait jamais vu autant de dysfonctionnements que chez Deutsche Bank. Le cours de l'action a atteint son plus bas niveau depuis novembre 2016 (11,20 € le 28 mars). Les discussions sur l'arrivée probable dans le conseil de surveillance de quatre personnes spécialistes de la banque d'investissement, dont John Thain, ancien PDG de Merrill-Lynch, et les spéculations sur le départ de John Cryan participent à cette tendance baissière.

**Helaba** enregistre un résultat avant impôts 2017 inférieur à celui de 2016 (447 M€ contre 549 M€). Le recul du résultat est dû à la baisse du produit net d'intérêts et à des dépréciations notamment sur sa filiale Frankfurter Sparkasse. La banque ne serait menacée ni par des crédits risqués et ni par des actifs maritimes (des reprises de provisions à hauteur de 56 M€ ont d'ailleurs été effectuées en 2017). Le financement immobilier est de loin la première activité de la banque.

Les 390 **caisses d'épargne** affichent un résultat avant impôts annuel de 5,1 Md€ (contre 5,0 Md€ en 2016). Les commissions liées aux opérations sur titres ont augmenté et les frais de personnel diminué. L'encours de crédit atteint, fin 2017, 793,6 Md€ (+3,2% par rapport à fin 2016) dont 397,9 Md€ (+5,2%) accordés aux entreprises et indépendants.

Les 915 **banques mutualistes** (-57 banques par rapport à fin 2016) enregistrent un résultat avant impôts annuel de 7,2 Md€ (en normes *HGB*) (contre 7,7 Md€ en 2016). La hausse de 5,8% de leur encours de crédit (558 Md€) est essentiellement due à la forte demande des particuliers en crédits immobiliers.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Economique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Juliette Caucheteux Anita Gandon, et Lucie Petit  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 28 mars 2018